

# NOTES D'ANALYSE POLICY NOTES

Série du PRIAS



## Asie du Sud : les points chauds à surveiller

Olivier Guillard

No. 003  
2015|04

Pôle de recherche sur  
l'Inde et l'Asie du Sud  
UNE UNITÉ DU CÉRIUM



*Asie du Sud : Les points chauds à surveiller*

Olivier Guillard,  
Directeur de recherche *Asie*, Institut des Relations Internationales et Stratégiques (IRIS, Paris)  
Chercheur, Centre d'études et de recherche sur l'Inde, l'Asie du Sud et sa diaspora (CERIAS)  
Directeur de l'information, Cabinet de conseil Crisis 24

Note numéro : 003

Date de publication : avril 2015

Disponible en ligne sur le site du Centre d'études et de recherches internationales (CÉRIUM)  
[cerium.umontreal.ca](http://cerium.umontreal.ca)

Les opinions et analyses exprimées dans la présente note ne représentent pas celles du PRIAS, du CÉRIUM ou du MRIF, leur direction ou leurs membres. Elles n'engagent que l'auteur.



## Synthèse

À l'instar des tirs d'artillerie échangés ces derniers mois de part et d'autre de la (fébrile) frontière indo-pakistanaise (Cachemire), des opérations militaires engagées depuis mai 2014 par la Pakistan Army dans les redoutes montagneuses du Waziristan (agences tribales de la frontière pakistano-afghane) ou encore des activités violentes menées sur le territoire indien par une insurrection maoïste, l'Asie du Sud présente au printemps 2015 les traits d'un sous-ensemble régional bien loin de la sérénité, ébranlé par une étonnante variété de soubresauts (sécuritaires, politiques, sociaux, identitaires) et souffrant quelques foyers de tension, dont certains capables d'altérer significativement les grands équilibres stratégiques régionaux.

À ces cas exemples malmenant la quiétude régionale s'additionne, sur un spectre de pays conséquent (Pakistan, Inde en premier lieu ; Népal, Bangladesh dans une moindre mesure), une activité terroriste permanente (cf. 35 attentats, 68 morts et 176 blessés pour le seul mois de février 2015 au Pakistan) et polymorphe (islamiste radicale, sécessionniste, antiétatique, maoïste, etc.) que peine à appréhender les gouvernements des Etats concernés.

Ces violences, tensions interétatiques, affrontements entre forces régulières et combattants aux agendas divers, actions terroristes emportent, sur un mode familier, un bilan humain et matériel élevé, relayant par-delà le sous-continent indien l'image d'un sous-ensemble géographique peinant à la fois à s'extraire du sous-développement et à juguler un niveau de violence considérable, voire parfois rédhibitoire (cf. Pakistan).

À ces faiblesses récurrentes, il conviendra d'ajouter, sur un mode moins traumatisant, un panel de maux relevant davantage du politique et du social : à l'exception unique du paisible royaume himalayen du Bhoutan, il n'est aucun pays de la région – l'archipel des Maldives et sa capitale Malé, en ce mois de mars 2015, en portent témoignage – à être préservé des crises ou agitations politiques, sociales, versant à l'occasion de manière prolongée sur la paralysie institutionnelle, la violence partisane et le chaos à l'échelle locale. Le Bangladesh, aux prises depuis janvier 2015 avec un nouveau cycle de tension et de violences partisans opposition et gouvernement malmenant une stabilité domestique des plus ténues, en fournit l'exemple le plus parlant du moment. Ce ne sont pas les échos régionaux qui feront défaut à l'infortunée capitale bangladaise ; près de dix ans après le terme d'une violente insurrection maoïste, Katmandou, aux prises avec une interminable crise politico-institutionnelle (incapacité de la classe politique népalaise à rédiger un nouveau texte constitutionnel) poussant partis rivaux à multiplier les grèves générales, les manifestations et autres mobilisations, apparaît tout aussi clairement sur le radar régional des foyers de tension à surveiller.

Richesse régionale au même titre que son prolifique panorama culturel ou linguistique, la diversité religieuse et / ou ethnique emporte, dans un certain nombre de cas, des incidences sur la sécurité / stabilité des pays concernés, notamment lorsque des tentations radicales sont à l'œuvre : une configuration familière de l'Inde (cf. violences intercommunautaires hindous-musulmans), du Pakistan (islamisme radical ; talibanisation ; violences entre Sunnites et Chiites) mais également du Sri Lanka (entrant dans sa sixième année post-conflit après un interminable et meurtrier conflit ethnico-religieux cinghalo-tamoul).

À défaut d'exonérer les autorités politiques, communautaires, religieuses de toute responsabilité, certaines circonstances atténuantes allègent en partie un constat globalement à charge : la proximité immédiate de zones de guerre (cf. Afghanistan) emporte des conséquences immédiates sur la sécurité / stabilité des certains Etats (cf. Pakistan). Tout en étant en constante augmentation ces dernières décennies, le développement économique (cf. Inde, 9<sup>e</sup> économie mondiale en 2015) et la satisfaction des besoins des individus, de Delhi à Colombo, d'Islamabad à Malé, de Katmandou à Dacca, demeurent à un niveau encore insuffisant pour contrecarrer les tentations radicales (politiques, sectaires ou religieuses) auxquelles souscrivent, souvent par détresse, faiblesse ou absence d'alternatives économiques viables, les populations exposées. Une gouvernance souvent médiocre (cf. Népal) ou à minima contestable (cf. Bangladesh), une hiérarchie militaire prédatrice hostile à la démocratie (cf. Pakistan), des "dynastiques" irritant la population (cf. Sri Lanka), des contentieux historiques légués (en partie) par le départ précipité de la couronne britannique au lendemain de la seconde guerre mondiale (cf. conflit indo-pakistanaï sur la souveraineté du Cachemire ; sécession / indépendance violente du Bangladesh en 1971), ajouteront, parfois d'un poids pesant, déstabilisant, au passif évoqué plus haut.

### Mise en contexte

Pour autant bienvenus et louables soient-ils, le "bonheur national brut" promu par les autorités bhoutanaises, la fin de la guerre civile dans l'ancien Ceylan (printemps 2009) et l'arrivée de l'Inde dans le club huppé des dix premières économies de la planète ne suffisent à eux-seuls à redonner un crédit favorable profitant à l'ensemble de l'Asie du Sud, notamment dans le regard du citoyen occidental. En mars 2015, dans une actualité pourtant chargée à l'échelle du globe en informations délicates pour les grands équilibres internationaux, les médias français mentionnaient le dernier épisode de crise politique s'emparant... de la capitale des Maldives, suite à l'arrestation (controversée) de l'ancien chef de l'Etat M. Nasheed et à la mobilisation de ses sympathisants courroucés du Maldivian Democratic Party (MDP) dans les rues de Malé. Si même cette destination de l'océan Indien, aussi ensoleillée que prisée des touristes occidentaux s'enferme elle aussi, à l'image de diverses nations voisines d'Asie du Sud, dans une logique de crise politique à répétitions...

La diversité des situations et des enjeux rend nécessaire, pour plus de clarté et une meilleure compréhension de la thématique traitée ici, la rédaction d'une note évoquant, sur un spectre régional, les tenants et les aboutissants, en les distinguant selon leur degré de gravité, les acteurs concernés et / ou leur nature intrinsèque, des principaux foyers de tension agitant, fragilisant, malmenant ce sous-ensemble géographique d'Asie pétri de diversités et de complexités.

L'examen des principaux *points chauds* éreintant le sous-continent indien pose la question de la grille de lecture la plus adaptée à cette démarche régionale ; l'analyse doit-elle reposer sur l'importance et les incidences des cas étudiés, sur leur éventuelle dimension internationale ? Doit-on au contraire retenir leur nature (politique, historique, ethno-religieuse), axer les développements sur l'identité des acteurs parties prenantes ? Ne devrait-on pas plutôt évoquer ces diverses situations en fonction de leur possibilité / impossibilité de règlement ?

## Analyse des principaux points chauds

Il n'est pas une mais une pluralité de façons d'aborder, de traiter cette question familière des populations d'Asie du Sud. Dans le cadre présent, nous retiendrons le principe de la combinaison des grilles de lecture esquissées ci-dessus pour offrir aux lecteurs une présentation moins rigide et plus transversale. Seront donc successivement traités, dans quatre catégories distinctes :

- **1. les cas critiques**, ancrés depuis des décennies dans l'histoire régionale, mêlant dans des contentieux inextricables en l'état **plusieurs acteurs étatiques** :
  - o Inde-Pakistan : Cachemire
  - o Inde-Chine : Aksai Chin / Arunachal Pradesh
- **2. les foyers de tension domestiques anciens**, relevant du politique ou de l'ethnico-religieux :
  - o insurrection séparatiste dans le Nord-Est
  - o insurrection maoïste dans le *corridor rouge*
- **3. les foyers de tension plus récents emportant un coût élevé sur la vie des individus et la sécurité intérieure** :
  - o terrorisme d'inspiration islamiste au Pakistan
  - o *talibanisation* des zones tribales au Pakistan
- **4. les points chauds relevant de la fébrilité politique ou sociale du moment, d'une gouvernance sujette à caution** :
  - o chaos politique au Bangladesh
  - o impasse institutionnelle au Népal
  - o crise politique et mauvaise gouvernance aux Maldives

- 
- 1. Les points chauds critiques** : des cas combinant une trame interétatique et une dimension régionale.

**Inde-Pakistan : le Cachemire.** L'Asie du Sud et ses sept composantes façonnent au printemps 2015 un puzzle hétérogène où l'harmonie et l'osmose demeurent des notions vides de sens. Près de soixante-dix ans après le départ de la couronne britannique et la naissance de l'Inde moderne et de la République islamique du Pakistan et quatre conflits plus tard, ces pierres de touche du sous-continent conservent des rapports bilatéraux alternant au gré des gouvernements en place à Delhi et à Islamabad, des crises et des (rares) velléités de rapprochement, entre le médiocre et le passable.

Parmi la kyrielle de contentieux, de disputes et conflits divers trône l'incontournable différend sur la souveraineté de l'ancienne principauté du Cachemire. Morcelée en trois sous-régions administrées par l'Inde (l'Etat du Jammu et Cachemire), le Pakistan (*Azad Kashmir* et Territoires du Nord) et la Chine (Aksai Chin), cette région montagneuse du Nord-Ouest du Sud-continent incarne en 2015 l'écueil majeur à une normalisation de la relation indo-pakistanaise. Plus de soixante ans après une première guerre (1948-49)

avec pour enjeu la fusion de la totalité de ces 308 000 km<sup>2</sup> (le tiers de la superficie de l'Ontario) dans leur espace territorial respectif, New Delhi comme Islamabad continuent à revendiquer – en méprisant pareillement les désidératas de la population cachemirienne – l'application de leur souveraineté sur l'ensemble de cette ancienne principauté.

De part et d'autre des 720 km de frontière de la *line of control (loc)* délimitant les périmètres administrés par l'Inde et son rival pakistanais demeurent déployés des effectifs militaires considérables (une des plus importantes densités de soldats au km<sup>2</sup> de la planète) censés prévenir tout aventurisme de la part du voisin. Au Nord et à l'Ouest de cette *loc* se trouveraient, selon les autorités indiennes des "bataillons" de militants pakistanais prêts à s'infiltrer dans la partie indienne (en profitant d'un concours de la *Pakistan Army*) pour y entretenir une insurrection et mener la vie dure aux forces de sécurité de Delhi. En dépit d'un accord bilatéral de cessez-le-feu en vigueur (depuis 2003) de part et d'autre de cette frontière non-officielle, la tension, les infiltrations de militants, les échanges d'artillerie et les incidents entre forces frontalières demeurent inscrits dans le quotidien du Cachemire. Durant l'hiver 2014-2015, les médias se sont fait l'écho de violations répétées de ce cessez-le-feu de la part du Pakistan (cf. "Pakistan violates ceasefire, targets border posts near Jammu", *The Hindu*, 27.02.2015 ; "Indian army chief accuses Pakistan of supporting proxy war in Indian-controlled Kashmir", *Xinhua*, 03.01. 2015), déplorant l'attitude ambiguë d'Islamabad, d'un côté officiellement désireuse de relancer un dialogue bilatéral avec Delhi au point mort depuis trois ans, s'employant parallèlement de l'autre à entretenir un niveau de tension et d'incidents au Cachemire impropre à tout projet sérieux de décrispation. Le 2 janvier 2015, le ministre indien de l'Intérieur Rajnath Singh accusait publiquement le Pakistan d'infiltrer des terroristes au Jammu et Cachemire, les troupes frontalières pakistanaises assurant des tirs de couverture sur des postes frontaliers indiens pour faciliter l'incursion des militants (*The Hindu*).

**Inde-Chine ; des différends frontaliers sources de (grande) tension entre Delhi et Pékin : l'Aksai Chin et l'Arunachal Pradesh.** La plus haute chaîne de montagne de la planète, l'Himalaya – et 2659 km de frontières – séparent l'Inde de son voisin septentrional chinois. Nonobstant leur situation géographique particulière (haute altitude : entre 4300 et 6900 m ; isolement) et climatique (températures polaires en hiver), certaines régions peu ou prou habitées de ces confins frontaliers font depuis des décennies l'objet de velléités concurrentes des deux titans régionaux ; c'est notamment le cas de l'Aksai Chin et de l'Arunachal Pradesh. Un demi-siècle plus tôt, le bref conflit sino-indien de 1962 se déroula dans ces deux périmètres positionnés sur les extrémités Nord et Est du sous-continent.

Au printemps 2015, c'est la souveraineté chinoise qui s'applique en Aksai Chin (relevant administrativement selon Pékin de la Région Autonome du Xinjiang) ; un état de fait que conteste Delhi, pour qui les 37 000 km<sup>2</sup> reviendraient au contraire à l'Etat indien du Jammu et Cachemire.

Quant à l'Arunachal Pradesh, ses 83 000 km<sup>2</sup> et son million d'habitants, c'est la loi indienne qui y prévaut ; la quasi-totalité des représentations cartographiques internationales font apparaître l'Arunachal Pradesh (capitale Guwahati) comme un des trente Etats de l'Union indienne. Pékin voit la question sous un tout autre jour, préférant parler de *Tibet du Sud*, sur ses propres cartes, faire figurer la région en territoire chinois et, à proximité, s'est employée ces dernières décennies à maintenir une présence militaire substantielle et à y développer routes et infrastructures viables toute l'année ; de quoi

alimenter une certaine appréhension du côté indien...en dépit des 17 sessions de négociation sur le sujet tenues depuis 1996 par les délégations diplomatiques indiennes et chinoises.

Le gouvernement chinois n'entend guère baisser la garde sur cette thématique sensible ; le 20 février 2015, la visite du Premier ministre indien N. Modi en Arunachal Pradesh avait suscité l'ire de Pékin ("China warns PM Narendra Modi against visiting Arunachal Pradesh", *India Today*, 25 février 2015). Une posture qui n'avait guère impressionné l'actuel chef de gouvernement indien qui, au contraire, entend consolider la présence indienne (militaire, économique, logistique) dans ce recoin stratégique (cf. potentiel hydraulique important ; voisinage immédiat de la Birmanie et du Bhoutan ; point de jointure entre les mondes chinois, chinois et du Sud-Est asiatique).

Dans ces deux espaces montagneux contestés où la démarcation précise des frontières est parfois rendue impossible par l'environnement extrême, les incursions de troupes chinoises sur le sol indien – y compris l'avant-veille d'un déplacement en Inde du Président chinois en septembre 2014 – maintiennent ce contentieux entre nations nucléaires en tête de liste des points chauds régionaux.

## 2. les **points chauds domestiques anciens** relevant du politique ou de l'ethnico-religieux.

**Vellités séparatistes / sécessionnistes dans le Nord-Est indien.** La "plus grande démocratie du monde", 7<sup>e</sup> pays le plus étendu de la planète (3,28 millions km<sup>2</sup>, soit un tiers du territoire canadien), connaît depuis son indépendance en 1947 des vellités séparatistes / sécessionnistes motivées, selon les populations concernées, par des desseins identitaires, des spécificités ethniques, religieuses, ou encore en réaction à un sentiment de relatif "abandon" de la part du pouvoir central.

Ces perceptions diverses – sur lesquelles se greffent à l'occasion des arrière-pensées plus pragmatiques (cf. déguiser des activités mafieuses ou criminelles – contrebande ; trafics transfrontaliers illicites avec des pays voisins – sous des atours politiques ou nationalistes) – se retrouvent dans le Nord-Est indien (les fameux *Seven Sister States* : Arunachal Pradesh, Assam, Manipur, Meghalaya, Mizoram, Nagaland et Tripura), composant cette lointaine périphérie (50 millions de citoyens – 4% de la population totale – sur un quart de million de km<sup>2</sup>). Une sorte d'aberration territoriale (ceinturée par la Chine au Nord, la Birmanie à l'Est, le Bangladesh au Sud et le Bhoutan à l'Ouest, soit près de 5000 km cumulés de frontières internationales) reliée au cœur du territoire indien par une étroite bande de terre, le Silliguri Corridor (Etat du Bengale occidental).

Un incroyable patchwork ethno-linguistique de 220 entités distinctes peuple cette région : Assamais, Bodos, Nagas, Mizos, etc. Une diversité qui n'est pas sans créer tensions et violences entre groupes ethno-linguistiques voisins et rivaux (cf. Assamais et Bodos), quand ils ne sont pas directement à l'origine de desseins autonomistes, séparatistes ou indépendantistes. L'immigration régionale (cf. populations originaires de l'actuel Bangladesh), mal ressentie par des communautés locales aux croyances et coutumes distinctes, vite dépassées en nombre par ces vagues successives de migrants à la recherche d'un avenir moins sombre, alimente les réactions identitaires observées dans ce volatile Nord-Est indien.

En 2015, certains de ces Etats sont plus durement touchés par ces tentations centrifuges, la violence et l'activité terroriste fréquemment associée (Manipur, Nagaland, Tripura, Assam). Dans ce dernier (31

millions d'habitants) où se recense la plus importante concentration de populations intérieures déplacées de la planète - 300 000 individus ventilés sur une centaine de camps de fortune -, le bilan humain (10 000 victimes dans les rangs des groupes rebelles – cf. ULFA – et des forces de sécurité) et matériel (cf. activité terroriste permanente ciblant les infrastructures, les symboles de l'Etat, etc.) des deux dernières décennies donne une idée de la dimension du problème ; un regard rapide sur l'actualité de ces derniers mois sur le sujet témoigne de la permanence de ces foyers régionaux de tension : fin décembre 2014, le gouvernement central ordonnait le déploiement de 5 000 soldats supplémentaires en Assam pour répondre aux derniers développements intercommunautaires violents (70 morts dans l'attaque de militants du National Democratic Front of Bodoland).

**L'insurrection maoïste et l'Union indienne.** Depuis la fin des années soixante, une dizaine d'Etats de l'Union indienne (Andhra Pradesh, Bengale occidental, Bihar, Chhattisgarh, Jharkhand, Karnataka, Maharashtra, Odisha et Andhra Pradesh, composant le fameux *Corridor Rouge*) font face, dans leurs régions rurales reculées principalement, à une violente insurrection maoïste – les Naxalites. Ces derniers mènent la vie dure aux autorités, aux forces de sécurité ainsi qu'aux populations déshéritées, d'extraction modeste (populations tribales, paysans, basses castes, etc.), dont ils se font pourtant, à grand renfort de propagande, les défenseurs.

Cette insurrection adepte de la *guerre populaire* pour parvenir à ses fins contre le gouvernement est responsable d'un bilan humain élevé ; de 1989 à 2014, une douzaine de milliers de personnes (civiles pour la moitié) auraient perdu la vie dans un cycle permanent d'attaques sur des cibles policières, militaires ou d'infrastructures (routes, pont, bâtiments publics, centrales électriques, etc.) suivies de représailles (opérations paramilitaires) des forces de sécurité. Longtemps minorée par le gouvernement central, cette menace maoïste s'est révélée au grand jour lorsqu'en 2006, le Premier ministre indien alors en exercice, Manmohan Singh, décrit cette insurrection comme "la plus importante menace domestique jamais exercée sur la sécurité intérieure du pays".

Pour tenter de mettre au pas cette guérilla et réduire son impact sur les forces de sécurité (1700 victimes lors de la dernière décennie écoulée), le gouvernement développe ces dernières années une stratégie combinant développement économique dans les régions concernées (souvent oubliées par les planificateurs indiens) et réponse militaire mieux calibrée (allocation de troupes mieux entraînées et dédiées à la lutte contre-insurrectionnelle, telle cette COBRA force anti-Naxalites).

Une orientation tardive mais portant ses fruits, ne serait-ce qu'en termes de réduction du nombre des victimes directes ou indirectes de cette violence maoïste : entre 2010 (année la plus meurtrière avec 1180 morts) et 2014 (314 victimes recensées, dont une centaine de maoïstes), le bilan des victimes a été divisé par quatre.

Pour autant, la question maoïste et sa dimension violente demeurent d'actualité début 2015, ainsi qu'en rend régulièrement compte la presse indienne (cf. "One COBRA jawan killed, 15 injured in Maoist blast in Imamganj area", *Times of India*, 24 février 2015).



**3. les points chauds plus récents emportant un coût élevé sur la vie des individus et la sécurité intérieure :**

**Le terrorisme d'inspiration islamiste au Pakistan.** Ces dernières années, accablée par les maux les plus divers (cf. islamisme radical, terrorisme, crise économique, énergétique, violence interconfessionnelle, *talibanisation*, extension des zones grises et déclin de l'état de droit, etc.), la République islamique du Pakistan, second pays le plus peuplé d'Asie du Sud, n'a guère quitté les premiers rangs de l'actualité régionale ; pour de (bien) mauvaises raisons la plupart du temps...

Dans cet Etat fébrile où un commando d'élite américain mit un terme définitif à l'existence d'O. Ben Laden il y a quatre ans (opération *Neptune's Spear* des Navy Seals à Abbotabad, dans la banlieue d'Islamabad, le 2 mai 2011), les échos du terrorisme d'inspiration islamiste radical ne cessent de résonner d'un bout à l'autre du territoire. On recensait en 2002 un seul attentat-suicide (15 victimes) ; sept ans plus tard, en 2009, au plus "haut" historique de l'activité terroriste observée dans ce pays, le phénomène a pris une toute autre dimension et des ordres de grandeur effrayants (76 attentats-suicides perpétrés ; près de 1000 morts ; plus de 2300 blessés). Depuis lors, tout en demeurant à un niveau insoutenable, cette affliction entretenue par une kyrielle de structures islamistes radicales proches des talibans pakistanais (TTP) connaîtrait une *relative* décrue (entre 25 et 50 attentats-suicides perpétrés annuellement entre 2009 et 2014 ; 3247 individus morts).

Il a fallu attendre le printemps 2014 et l'engagement de moyens militaires conséquents dans les zones tribales du Nord et du Sud-Waziristan (opération *Zarb-e-Azb* ; 30 000 soldats), puis le terrible attentat de décembre 2014 contre une école de Peshawar (Khyber-Pakhtunkhwa ; 141 victimes, dont 132 enfants) pour que la population, les autorités politiques et militaires se décident enfin à durcir le ton à l'endroit de cette galaxie de mouvements islamo-terroristes. Sans aucune garantie de succès à court terme face à cette menace polymorphe si dure – au Pakistan notamment – à appréhender, plus encore à circonscrire.

**4. les points chauds relevant de la fébrilité politique ou sociale du moment, d'une gouvernance sujette à caution.**

Tout en pouvant s'enorgueillir de compter dans ses rangs la "plus grande démocratie du monde" (815 millions de personnes inscrites sur les listes électorales indiennes), l'Asie du Sud abrite parallèlement, au printemps 2015, un florilège moins flatteur de contextes politiques intérieurs marqués par une agitation politique préoccupante.

**Chaos politique et agitation sociale (violente) au Bangladesh.** Né dans la douleur, le chaos et la sécession du Pakistan au début des années 70, l'ancienne province du Pakistan oriental devenue Bangladesh (170 millions d'habitants, soit la 9<sup>e</sup> population mondiale sur un territoire équivalent à seulement deux fois la province canadienne du Nouveau-Brunswick !) demeure quarante ans après sa (re)naissance une destination politique fébrile, marquée du sceau de la mauvaise/médiocre gouvernance et de la violence partisane outrancière.

Engoncées dans une logique politique binaire frontale et stérile, les deux grandes formations politiques nationales (Awami League, au pouvoir aujourd'hui ; Bangladesh National Party –BNP–, première

formation de l'opposition) et leurs "dames de fer" respectives (Sheikh Hasina Wajed, 1<sup>ère</sup> ministre en exercice ; Khaleda Zia, ancienne cheffe de gouvernement) portent ces deux dernières décennies dans leur gestion sujette à caution une immense responsabilité dans le chaos socio-politique du moment. Entre début janvier et début mars 2015, les grèves générales et manifestations à répétition de l'opposition (BNP et une vingtaine de formations politiques associées, dont des partis politico-religieux radicaux) et les réactions zélées des forces de l'ordre accouchent d'un bilan humain tragique (une centaine de personnes décédées ; plusieurs milliers d'opposants emprisonnés). Comme de coutume dans ce pays sourd à la critique internationale, les réactions indignées du concert des nations n'ont guère de prise sur les événements, alors que le pays s'enfoncé lentement – et violemment – dans le désordre ("Bangladesh on the brink", *New York Times*, 13 février 2015).

**Impasse institutionnelle au Népal ; les germes du désordre.** Près de dix ans après la fin d'une douloureuse décennie de guerre civile / insurrection maoïste (1996-2006 ; 15 000 victimes), cet ancien royaume hindouiste himalayen reste englué dans les affres de la reconstruction institutionnelle post-conflit ; une aberration inexcusable au regard du sous-développement dont souffre ce pays et ses 31 millions de citoyens (le Népal demeure parmi les pays les moins avancés de la planète ; 50% de la population active est sans emploi ; un tiers de la population vit sous le seuil de pauvreté). L'incurie générale, l'incompétence, la corruption proverbiale et la morgue des responsables politiques nationaux – peu important leur conviction politique – expliquent l'impasse institutionnelle dans laquelle se morfond cet Etat montagneux enclavé entre les puissances chinoise (au Nord) et indienne (au Sud).

L'incapacité de l'Assemblée Constituante – pourtant réunie à cette fin depuis 2008 – à produire, malgré les délais allongés et répétés, un nouveau texte constitutionnel, incarne l'étendue du mal ; une situation porteuse de courroux populaire ("UCPN (Maoist) MPs vandalise Nepal House", *The Hindu*, 20.01.2015), de grèves générales ("Strike by opposition parties cripples Kathmandu", *The Hindu*, 13.01.2015) et de manifestations là encore à répétitions aux conséquences négatives sur la stabilité, la sécurité et l'image extérieure – déjà écornée – du pays sur la scène internationale. Une situation fragile n'ayant que trop duré qui pourrait, si elle devait se prolonger plus longtemps, donner prétexte et idée à un nouvel épisode insurrectionnel ("Nepal Maoist youth wing stages show of strength", *The Hindu*, 25.02.2015) ; rien dont ce pays sud-asiatique déshérité ait vraiment besoin...

**Crise politique et mauvaise gouvernance aux Maldives ; l'archipel sous tension.** Il y a quelques années, à l'issue d'une fin de règne précipitée du chef de l'Etat local (2008 ; après une trentaine d'années au pouvoir), la communauté internationale découvrait que cette destination archipélagique de l'océan Indien prisée des touristes étrangers – par ailleurs République islamique –, pouvait elle aussi être touchée par la contestation populaire et, fait plus préoccupant, par le fléau du terrorisme (attentat à la bombe à Malé en 2007 ; une douzaine de touristes étrangers blessés), ce dernier fut-il à des années lumières des plus mauvais exemples régionaux (Pakistan).

Dernièrement, à l'issue d'une nouvelle intrigue politico-judiciaire dont ce régime insulaire a désormais le secret (arrestation d'un ancien chef de l'Etat – 2008-2012 – pour des motifs d'ordre constitutionnels bien légers ; "Ex President Mohamed Nasheed is arrested in Maldives", *New York Times*, 22.02.15), un autre chapitre de tension populaire agita Malé, les partisans courroucés de l'ancien président (Maldivian

Democratic Party) investissant les rues de la capitale pour exprimer leur exaspération face à une gouvernance de plus en plus ouvertement partisane et sujette à caution. *“Le comble du ridicule semble être atteint”* commente à l’auteur de la note un diplomate occidental familier des affaires politiques sud-asiatiques. *“Il ne reste plus à Thimphu (capitale du petit royaume himalayen du Bhoutan) qu’à y aller de sa contestation politique ou sociale – légitime ou grossière - et le grand chelem régional sera réalisé ; quel autre sous-ensemble asiatique est à même d’une telle prouesse ?”* ironise cet observateur avisé.

### Développement à suivre

Dans la foulée du récent retour de l’Union indienne sur le devant de la scène internationale, porté par ses prouesses économiques des deux dernières décennies, le regard de la communauté internationale sur cette partie du monde aurait changé ; a priori en mieux, à tout le moins pour ce qui concerne l’Inde. Un constat qui est cependant loin de s’appliquer à toute l’Asie du Sud, généralement perçue, depuis l’Amérique du Nord ou l’Europe, comme une partie du globe (toujours) affligée par une kyrielle de carences et de maux : moindre développement économique, pauvreté, mauvaise gouvernance, état de droit sinistré, forte exposition au terrorisme, violences intercommunautaires, persistance de contentieux historiques interétatiques et de velléités séparatistes / sécessionnistes.

Ces dernières années, à la lumière d’un faisceau d’événements défavorables intervenus dans plusieurs pays de la région (cf. extension de l’islamisme radical, du péril terroriste et présence d’O. Ben Laden au Pakistan ; chaos politique quasi-permanent au Bangladesh et au Népal ; attentats spectaculaires sur le sol indien – Mumbai, novembre 2008, etc.), cette perception extérieure s’est renforcée dans le regard lointain et souvent parcellaire de l’observateur étranger. La République islamique du Pakistan, et de très loin, demeure LE foyer de tension et le principal point d’incertitude de la région ; une configuration préoccupante qui, au printemps 2015, ne semble pas partie pour changer.

Tout en se situant sur un plan sécuritaire infiniment moins ténu que son voisin occidental et commençant à capitaliser sur ses réussites économiques, l’Inde n’est pas pour autant immune aux foyers de tension, qu’ils soient de nature interétatique ou purement domestique ; des écueils que conservent à l’esprit, préoccupés plus qu’apeurés, les responsables politiques indiens. Rien ne permet aujourd’hui de penser que les divers points chauds affectant l’Union indienne se contacteront ou disparaîtront à court terme.

Bien sûr, on ne saurait mettre en parallèle les foyers de tension prévalant au printemps 2015 au Pakistan, au Bangladesh et aux Maldives. Cependant, ce dernier exemple, s’il ne menace ni l’existence de l’Etat et moins encore la stabilité régionale, illustre à son échelle la propension de l’Asie méridionale et de ses divers régimes à composer, subir, être lestés par une noria de points chauds, de foyers de tension, de crises diverses tirant davantage la région vers le bas que concourant à sa stabilité, sa crédibilité (extérieure) et à son attractivité. Un constat des plus en plus pénalisant à l’heure de la mondialisation, à laquelle l’Asie du Sud ne saurait, pas plus qu’une autre région du globe en 2015, se soustraire.

De même, il serait malvenu de penser que ces foyers de tension aux origines, formats, acteurs et incidences variés, demeurent ancrés à tout jamais dans le paysage sud-asiatique, insolubles en l'état. De toute évidence, la résolution de certains d'entre eux – et non des moindres - s'avérera, à court-moyen terme, improbable (cf. souveraineté du Cachemire ; terrorisme d'inspiration islamiste au Pakistan). D'autres, pour peu qu'une volonté politique (sincère) encouragée par un large soutien populaire se cristallise (enfin) sur l'intérêt national, pourraient connaître une évolution plus encourageante, se contracter voire à moyen terme disparaître progressivement du spectre régional : on pense ici aux incidents intercommunautaires (cf. Inde, Pakistan), aux insurrections socio-idéologiques (cf. maoïstes en Inde), aux velléités séparatistes / sécessionnistes de certains mouvements (Baloutchistan pakistanais ; Seven Sisters States du Nord-Est indien).

Rien qui toutefois ne se fera, ne s'obtiendra sans efforts, patience, concessions et /ou sacrifices, de la part de toutes les parties intéressées.